

Conférence 'Forêts tropicales: point d'étape et nouveaux défis - Quelles orientations pour les acteurs français?' - Paris, 11 et 12 janvier 2012

1^{ère} session thématique – Atelier B : investissement pour les forêts tropicales et financement des externalités environnementales.

Intervention 'Aperçu du mécanisme REDD+' – V. Merckx, EFI.

09/01/2012

1. Qu'est ce que le mécanisme REDD+ ?

- Un élément, important, de la réponse de la communauté internationale dans la lutte contre le changement climatique.
- Destiné à s'intégrer aux 3 piliers du futur régime international de lutte contre le changement climatique :
 1. Réduction importante des émissions de GES des pays développés
 2. Limitation de l'augmentation des émissions des pays émergents
 3. Développement sobre en carbone des pays en développement.
- Fondamentalement : un mécanisme d'incitation économique à la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, fondé sur la convertibilité de ces phénomènes, et du résultat des efforts entrepris pour les limiter, en tonnes de carbone.
- Pour mémoire : selon le GIEC, entre 15 et 20% des émissions de GES au niveau mondial proviennent du déboisement et de la dégradation forestière
- Idée directrice : paiement au résultat des émissions 'évitées', exprimées en tCO₂, résultant des efforts entrepris par les pays en développement pour réduire leur déboisement / dégradation forestière. Origine du paiement : pays industrialisés.

2. Les piliers du mécanisme REDD+ :

- Au niveau d'un pays REDD+ :
 1. Un scénario de référence, sur la base duquel les résultats des actions de réduction du déboisement et de la dégradation forestières pourront être quantifiés.
 2. Un système de suivi du déboisement et de la dégradation forestière → inventaire forestier 'carbone'.
 3. Capacité du pays à mettre en œuvre une politique de lutte contre la déforestation efficace : connaissance 'suffisante' des facteurs de déforestation et de leur dynamique à tous les niveaux (local, régional, national) ; mobilisation de l'ensemble des acteurs impliqués ; institutions fonctionnelles et efficaces ; intégration de la politique de lutte contre la déforestation dans la stratégie de développement durable du pays (garanties sociales et environnementales).

- Au niveau international :
 4. Un mécanisme d'achat/vente des tCO2 évitées fonctionnel.
- Idée directrice : paiement au résultat des émissions 'évitées', exprimées en tCO2, résultant des efforts entrepris par les pays en développement pour réduire leur déboisement / dégradation forestière. Origine du paiement : pays industrialisés.

3. Où en est-on dans l'élaboration du mécanisme REDD+ ?

- 2 grands champs de développements :
- **Négociations internationales sur le climat** (UNFCCC – dernière session en date : Durban, décembre 2011) :
 1. Des progrès sur le processus et méthode d'établissement des scénarios de référence : la décision du SBSTA de Durban trace la voie et permettent aux pays suffisamment avancés dans la connaissance et le suivi de la déforestation d'initier la construction de leur scénario de référence.
 2. Des avancées dans la définition du mécanisme financier:
 - pas de choix tranché entre marché/non-marché. Tout est ouvert.
 - Des pré-requis pour toutes les approches : liens avec les garanties sociales et environnementales.
 - Intéressant : début de clarification entre le type de résultats/actions qui pourraient être financé(e)s respectivement par des approches 'marché'/des approches 'non-marché', notamment actions sur la gouvernance, sauvegardes et SFM...
 - Encore timides mais difficile d'avancer sur ce sujet en l'absence d'avancées significatives sur l'accord global climat (ambition et répartition de l'effort entre les différents pays...). Un sujet pour 2012 : soumission, atelier prévus pour préparer COP18.
 3. Un début d'opérationnalisation des dispositions de Cancun sur les garanties sociales et environnementales: décevantes selon les ONGs mais était-il possible d'avancer plus sur le sujet dans un contexte où les progrès sur les aspects 'finances' et plus généralement 'ambition des réductions d'émission des pays industrialisés' restent si timides ?
- **Dans les pays REDD+ :**
 - A ce jour, plus de 45 pays mobilisés dans la préparation de leur dispositif national REDD+, avec l'appui d'initiatives multilatérales (FCPF, UN REDD, FIP, FEM) et bilatérales (Norvège, et autres donateurs traditionnels : Allemagne, Royaume-Uni, Australie, France, UE, Japon, USA).
 - Plupart des pays au stade 'préparation' : connaissance du niveau de déforestation et facteurs, mise en place des institutions REDD+, organisation de la concertation nationale, préparation du système de suivi et projets pilotes (difficultés de coordination au niveau national).

- Quelques pays commencent à expérimenter le paiement au résultat (Brésil, Guyana...) dans le cadre d'initiatives nationales et/ou bilatérales (MoU avec la Norvège).
- Principaux goulots d'étranglement à ce jour :
 - technicité de REDD+, nombre d'expert nationaux très limités en comparaison de l'intérêt international porté au sujet.
 - Défis liés à la mise en œuvre d'une politique forestière et plus généralement de développement durable ambitieuse dans des états neufs et fragiles : management des processus nationaux par l'Etat, organisation de la participation de la société civile, mise en place des infrastructures de financement, organisation et coordination inter-ministérielles.
 - Des goulots d'étranglement bien connus des experts du développement : gouvernance, capacités.
- Question : l'approche REDD+ (incitation au résultat) est-elle à même d'agir efficacement sur ces obstacles ? Importance de tout signe concret d'engagement 'en temps et en heure' des donateurs auprès des pays REDD+ : critique pour entretenir la 'flamme' / la mobilisation dans les PEDs: dépasser les promesses pour mettre en place des financements et appuis techniques adaptés (forme, quand, où).